

Séminaire Entrepreneurs Villes et Territoires

organisé avec le soutien de l'Institut CDC pour la recherche, de la Caisse des dépôts et consignations et du ministère de l'Industrie et grâce aux parrains de l'École de Paris

Air France
Algoé²
Alstom
ANRT
Areva²
Cabinet Regimbeau¹
Caisse des Dépôts et Consignations
CEA
Chaire "management de l'innovation"
de l'École polytechnique
Chambre de Commerce
et d'Industrie de Paris
CNRS
Conseil Supérieur de l'Ordre
des Experts Comptables
Danone
Deloitte
École des mines de Paris
EDF
Entreprise & Personnel
ESCP-EAP
Fondation Charles Léopold Mayer
pour le Progrès de l'Homme
France Telecom
FVA Management
Roger Godino
Groupe ESSEC
HRA Pharma
IDRH
IdVectoR¹
La Poste
Lafarge
Ministère de l'Industrie,
direction générale des Entreprises
Paris-Ile de France Capitale Economique
PSA Peugeot Citroën
Reims Management School
Renault
Saint-Gobain
Schneider Electric Industries
SNCF¹
Thales
Total
Ylios

¹ pour le séminaire
Ressources Technologiques et Innovation
² pour le séminaire Vie des Affaires

(liste au 1^{er} avril 2009)

LE LOUVRE À LENS

par

Daniel PERCHERON

Sénateur du Pas-de-Calais

Président du conseil régional Nord-Pas-de-Calais

Séance du 4 février 2009

Compte rendu rédigé par Loïc Vieillard-Baron

En bref

Située au cœur du bassin minier du Nord-Pas-de-Calais, Lens n'en finit pas de chercher à imaginer son avenir. Que faire dès lors que les mines ont fermé leurs portes ? Que faire à trente kilomètres de Lille qui est en train de réussir sa reconversion ? Daniel Percheron, éveillé à l'histoire du renouveau de Bilbao enclenché par le musée Guggenheim, saisit alors l'opportunité d'une décentralisation d'une partie du musée du Louvre et engage le conseil régional dans cette nouvelle aventure : un Louvre hors les murs qui a pour ambition, non pas de déconcentrer une partie de ses collections permanentes, mais bien de repenser son rôle de musée encyclopédique du XXI^e siècle et les missions culturelles, éducatives, sociales et de service public qui lui sont assignées. Dès 2012, le Louvre-Lens devrait attirer des centaines de milliers de visiteurs et permettre à Lens de se forger une identité capable de l'entraîner vers une nouvelle prospérité sociale et économique.

*L'Association des Amis de l'École de Paris du management organise des débats et en diffuse des comptes rendus ; les idées restant de la seule responsabilité de leurs auteurs.
Elle peut également diffuser les commentaires que suscitent ces documents.*

EXPOSÉ

Daniel Percheron : Le projet Louvre-Lens s'inscrit dans une vision politique de restructuration de l'agglomération lensoise, encore durement touchée par la disparition de l'activité charbonnière. C'est sur ce thème que je ferai mon exposé. Mais auparavant, Gilles Pette, directeur du projet au sein du conseil régional, va présenter quelques points de repère sur les grandes dates qui ont marqué et marqueront l'avancée du projet, sur sa gestion administrative et financière, sur les innovations scientifiques et culturelles du musée, et enfin sur le public que nous espérons attirer.

De la décision à l'ouverture : huit ans

Gilles Pette : Au cours des années 1990, la direction du musée de Louvre a décidé d'étendre le musée hors de ses bâtiments d'origine et de la ville de Paris. En 2004, le chef de l'État Jacques Chirac a officiellement choisi la ville de Lens comme nouveau lieu d'implantation sur le territoire national. En 2005, un protocole d'accord a été signé entre les partenaires du projet, c'est-à-dire l'État, le Louvre, la région Nord-Pas-de-Calais – qui s'est vu confier la responsabilité de la construction du musée –, le département du Pas-de-Calais, la communauté d'agglomération de Lens-Liévin et la ville de Lens.

À la fin de la même année, sous la maîtrise d'ouvrage de la région, un concours international d'architecture a été lancé et a été remporté quelques mois plus tard par le cabinet japonais Sanaa. En 2007, l'avant-projet sommaire et l'avant-projet définitif ont été successivement adoptés. En 2008, une première consultation pour la construction a été menée mais sans succès, si bien que nous venons de lancer un nouvel appel d'offres. Le chantier devrait démarrer à la fin de l'année 2009 et se terminer en 2011. Le musée devrait ainsi pouvoir accueillir le public dès 2012, soit huit ans après la décision initiale.

Concrètement, il sera installé au milieu d'un très beau parc de vingt hectares au cœur des cités minières, à proximité de deux grands terrils. Il proposera des collections sur plus de quatre mille mètres carrés, l'ensemble des bâtiments couvrant une superficie de vingt-huit mille mètres carrés. Le hall d'accueil, d'une dimension impressionnante de près de quatre mille mètres carrés, témoignera de la volonté d'ouverture du musée, et lui permettra de mettre en place les équipements nécessaires pour accueillir les groupes les plus divers.

La gestion administrative et financière

Un comité de pilotage qui associe l'ensemble des acteurs du territoire sous la coprésidence du président du conseil régional Daniel Percheron et du président du grand Louvre Henri Loyrette gouverne le projet. Il supervise et oriente un comité opérationnel qui assure la conduite politique permanente. En interaction avec le comité opérationnel, il y a d'un côté, un conseil scientifique et culturel qui veille à la préservation de la qualité de l'offre culturelle propre au Louvre et, de l'autre, un comité d'appropriation qui veille à l'intégration du Louvre dans ce nouveau territoire et à sa bonne adéquation. Hiérarchiquement subordonné au comité opérationnel, un comité technique a pour mission de préparer les dossiers et d'assurer leur suivi en mobilisant les acteurs nécessaires au sein de groupes de travail ad hoc.

Le budget d'investissement s'élève à cent cinquante millions d'euros. Il est financé majoritairement par la région, avec un apport très significatif de l'Europe, au travers du Feder (Fonds européen de développement régional). Les autres financeurs sont le département, la communauté d'agglomération et la ville de Lens, ainsi que quelques mécènes.

Le budget de fonctionnement s'élèvera à douze millions d'euros par an. Il est prévu qu'il soit financé à peu près pour 60 % par la région, 20 % par les ressources propres du musée, 10 % par la communauté d'agglomération et la ville de Lens, et 10 % par le département.

Une recherche de nouveaux modes d'exposition

Sur le plan scientifique et culturel, le Louvre-Lens n'a vocation à être ni une succursale du Louvre qui se spécialiserait sur un type d'œuvres particulières (celles qui proviendraient d'une époque précise par exemple), ni, à l'inverse, n'être qu'une simple réplique sans caractère spécifique. Il a vocation à présenter des tableaux ou des sculptures provenant de tous les départements du musée parisien selon une perspective propre.

À Paris, du fait de l'histoire du musée ainsi que de son architecture, les œuvres sont présentées par époque : ici l'Antiquité, là le Moyen-Âge, là-bas la Renaissance, etc. À Lens, elles seront présentées côte à côte dans une même galerie, qui s'appellera la galerie du temps. Ainsi, le visiteur passera sans interruption d'œuvres de l'Antiquité jusqu'à celle du XIX^e siècle. Cela devrait produire un effet nouveau et conduire à une perception de l'art et de l'histoire différente.

À côté de cette exposition principale dite "permanente" (les œuvres seront installées pour cinq ans), le Louvre-Lens organisera deux expositions temporaires par an, l'une pendant l'été à destination d'un public international notamment des touristes, et l'autre pendant l'automne plus particulièrement à destination des scolaires et de la population locale.

En plus d'être un espace d'exposition, notre musée sera aussi un support de recherche pour la conquête de nouveaux publics, notamment ceux qui n'ont pas l'habitude d'aller spontanément dans des lieux culturels de cette nature – ce qui est, par exemple, le cas des habitants des cités minières dont il sera entouré. Pour cela, il abritera des ateliers pédagogiques et un laboratoire de recherche, spécialisés sur le thème de la rencontre entre des œuvres d'art et des publics spécifiques.

Cinq cent mille visiteurs par an

Le Louvre-Lens se situera au milieu de la plus importante conurbation européenne, qui est centrée sur les métropoles lilloise et bruxelloise et s'étend grosso modo jusqu'à Paris, Londres, Amsterdam et Cologne. Grâce aux infrastructures de transport qui mènent à la métropole lilloise – avion, TGV, autoroutes – et à celles qui seront améliorées entre Lille et Lens, il sera très bien relié. Ces éléments permettent d'évaluer à sept cent mille le nombre de visiteurs au cours des premières années, et cinq cent mille ensuite, une fois dissipé l'effet de nouveauté.

Daniel Percheron : Étant né dans les locaux des Houillères de la cité 12 de Lens, je connais parfaitement la réalité humaine du territoire qui va abriter le futur musée. Elle est caractérisée en premier lieu par l'énorme perte de vitalité produite par la fermeture des mines de charbon au cours des années 1970, puis par celle des usines textiles : deux cent vingt mille emplois perdus avec la fin du charbon, et cent soixante mille avec la fin du textile, et cent mille encore par la diminution de la production sidérurgique et des chantiers navals. De ce fait, dès le début de mon engagement dans la vie politique, il était évident pour moi qu'il fallait trouver le moyen de redonner un avenir à ce territoire. L'arrivée du Louvre-Lens permet maintenant de le dessiner plus nettement, comme je le montrerai à la fin de cet exposé.

Mais auparavant, je vais expliquer les éléments principaux qui ont permis à ce projet d'émerger : d'un côté, la motivation des responsables politiques locaux à préserver la possibilité d'un avenir, motivation qui a conduit notamment au rachat, par les collectivités locales, des terrains des Houillères qui permettent aujourd'hui l'implantation du musée ; de l'autre, celle de la direction du Louvre de s'étendre hors de Paris. Enfin, une succession de petits événements a permis que ces deux soucis se rencontrent et qu'on s'aperçoive que chacun pouvait être la bonne réponse pour l'autre.

“Déconstruire” nos villes ? Révoltant !

En 1986, le rapport Lacaze – du nom du haut fonctionnaire qui l’a réalisé – demandé par Pierre Méhaignerie, alors ministre de l’Équipement, du Logement et de l’Aménagement du territoire est sorti en promouvant une idée qui pouvait avoir du sens en théorie mais qui était insoutenable pour des élus locaux comme moi. Cette idée, c’était que les villes minières avaient fait leur temps, puisqu’elles étaient tout entières organisées autour de l’extraction du charbon et que cette activité était définitivement abandonnée. Ce qu’il fallait, c’était donc de travailler à leur “déconstruction”. Et le rapport Lacaze développait avec conviction le concept de déconstruction de villes anciennes de manière symétrique à celui de construction de villes nouvelles, qui était utilisée pour développer d’autres parties du territoire national.

Pour empêcher l’anéantissement de nos villes et affirmer la pérennité de leur identité, nous, les élus, avons décidé que nos collectivités locales se devaient de racheter l’énorme patrimoine minier qui appartenait aux Houillères. Cela a été long, mais en 2002, sous la forme du syndicat mixte SOGINORPAS (Société de gestion immobilière du Nord-Pas-de-Calais) nous sommes devenus les propriétaires de cent mille logements et de nombreux terrains comme le parc sur lequel on songera deux ans plus tard à installer le Louvre-Lens.

Le Louvre, premier musée du monde

De manière complètement indépendante de cette première histoire, mais assez parallèlement en termes chronologiques, le Louvre a changé de vision sur lui-même : au cours des années 2000, il a pris conscience d’être le plus grand musée du monde et a décidé d’affirmer ce statut, que les connaisseurs du monde entier lui reconnaissent d’ailleurs sans contestation. Il est alors parti se promouvoir dans les grandes villes de la planète (Atlanta, Abu Dhabi, Tokyo, etc.), a généralement été très bien accueilli, et a élaboré de nombreuses expositions hors de Paris. Il a appris à voyager et faire voyager ses œuvres. Finalement, il a décidé d’engager une coopération plus pérenne avec certaines villes en y installant des expositions permanentes dans des bâtiments dédiés.

Cependant cette effervescence internationale a fini par susciter en France quelques réactions hostiles. On lui a reproché une culture commerciale effrénée et un oubli du territoire national. L’idée est apparue que ce musée, si célèbre dans le monde entier, devrait aussi s’attacher à faire découvrir ses richesses en France, dans une autre ville que Paris. La création en région d’une antenne du Louvre a été évoquée à partir de 2003 et formalisée en 2004.

La connexion avec Lens

La dernière étape de la connexion entre Le Louvre et Lens est marquée par une prise de conscience personnelle du rôle positif que pouvait jouer une innovation culturelle sur le développement d’une région, puis par le soutien que j’ai reçu de la part d’Henri Loyrette quand j’ai suggéré que Lens pourrait être candidate à l’accueil du Louvre.

La prise de conscience de l’effet Guggenheim

Un jour, lors d’un colloque à Arras sur l’identité des territoires, j’ai entendu un exposé sur l’effet de locomotive que la construction du musée Guggenheim, avec son architecture si personnelle, avait eu sur le renouveau de Bilbao et de l’ensemble du pays basque espagnol. Bien que je n’en sois pas spécialiste, je me permets de vous en donner les grandes lignes, car elle est significative d’une histoire qui deviendra pour une part peut-être celle de Lens.

La construction du musée a été décidée par le gouvernement basque dans les années 1990, le musée ayant ouvert ses portes en 1997. Elle s’inscrivait comme le premier élément d’une politique de redynamisation du territoire durement frappé par l’arrêt de l’industrie lourde. Comme la région de Lens, celle de Bilbao était touchée par un fort chômage.

Pour marquer l'idée d'un renouveau, il fut décidé que l'architecture serait innovante et audacieuse. Une conséquence fut qu'elle déstabilisa la population et entraîna un fort mécontentement (66 % d'opinion négative) jusqu'à l'ouverture effective du bâtiment. En revanche, après l'inauguration, l'opinion locale se retourna au bénéfice de l'ouvrage et le succès fut presque immédiat. Des visiteurs du monde entier commencèrent à affluer. Je souligne que, comme les collections n'étaient pas particulièrement exceptionnelles, il est certain que c'est bien l'architecture qui a créé cette attractivité.

À partir de ce succès, les élus régionaux, profitant du changement d'état d'esprit de la population, décidèrent de réinventer leur ville autour de l'axe ancestral constitué par le fleuve Nervion. Ils firent réaménager complètement les berges, détruisant les restes de l'industrie lourde, et favorisant l'implantation d'activités économiques modernes. Ils entreprirent aussi de développer de grands centres de recherches appliquées. Au final, le point de départ constitué par le musée a permis d'entraîner une opération de revitalisation du territoire de trois milliards d'euros, soit vingt fois plus que le budget du musée (cent cinquante millions d'euros). Une conséquence en a été un taux de chômage qui est vite descendu à moins de 4 %.

Ainsi, en dix ans, à partir de l'innovation constituée par le musée Guggenheim, Bilbao a basculé dans un nouvel avenir. À l'écoute de cette remarquable histoire, bien que n'ayant pas encore envisagé de faire redémarrer Lens à partir d'une idée de nature culturelle, je fus frappé et elle me resta en mémoire.

Un encouragement à proposer notre candidature

En 2004, Lille est devenue la capitale européenne de la culture. À cette occasion, le maire de Lille, Martine Aubry, m'avait demandé comment situer Lens dans cette dynamique. Voyant que ma ville n'aurait eu qu'une place subordonnée si elle était directement insérée dans le même mouvement, j'ai cherché une idée spécifique. C'est alors que j'ai rencontré, en mars 2004, Henri Loyrette qui venait participer à l'une des festivités lilloises. Ayant lu un peu auparavant dans l'entrefilet d'un journal que le Louvre souhaitait trouver en France un lieu décentralisé pour s'implanter, je lui ai demandé si le choix avait été déjà plus ou moins fait. Il me répondit qu'il étudiait les propositions de Lyon, Montpellier, Amiens et plusieurs autres. Je lui ai alors demandé s'il serait ridicule de proposer Lens. Sa réponse fut particulièrement claire : « *non, ce ne serait absolument pas ridicule.* » C'est donc ce que j'ai fait, et le président Chirac nous a finalement choisis.

Revenant alors sur mon souci immédiat de trouver une idée pour participer à notre manière à la dynamique de Lille, j'ai proposé de faire venir à Lens et dans les villes minières avoisinantes des œuvres du Louvre pour une exposition temporaire. Des œuvres majeures furent ainsi exposées en 2004 dans les différents beffrois de la région lensoise, attirant un grand nombre de personnes qui n'avaient pourtant pas l'habitude de visiter des musées : le baiser de Rodin installé dans le hall du beffroi de Liévin a été admiré par plus de quinze mille visiteurs. Ce succès a conduit de nombreux décideurs locaux à envisager plus favorablement l'intérêt de proposer une offre culturelle à ce territoire. Un peu plus tard, les élus locaux et moi-même sommes allés à Bilbao à la rencontre de l'effet Guggenheim. Là-bas, nous avons véritablement compris qu'une réalisation culturelle d'envergure pouvait devenir une formidable étincelle pour le dynamisme local.

Entraîner la population

Pour permettre un semblable redémarrage, ma stratégie consiste à préparer la mentalité de la population et à lui donner envie d'aller de l'avant, ainsi qu'à mettre en place les infrastructures nécessaires.

Convaincre les élus et la population

Le projet d'un musée à l'architecture innovante au milieu de la zone minière risque d'être perçu comme un gadget ou une folie par une population en quête d'emploi et de pouvoir d'achat. Comme les élus locaux sont particulièrement bien respectés, je m'attache à les convaincre, étant certain qu'ils sauront alors transmettre leur conviction à la population qu'ils représentent. Le voyage à Bilbao a fait partie d'une telle démarche. J'essaye aussi de les persuader que notre retard actuel n'est pas une fatalité en m'appuyant sur la comparaison avec Lille ; or, en football, nous faisons jeu égal ; nous avons même récemment remporté la Coupe de France dans une ambiance délirante... Si Lille a réussi sa reconversion économique, pourquoi n'y arriverait-on pas ? Pour matérialiser cette idée, nous avons créé Euralens sur le modèle du centre économique de Lille, Euralille, développé au cours des années 1990.

Mettre en place des infrastructures

Pour faciliter les transports, nous allons construire un tramway qui traversera les différents arrondissements du territoire lensois ainsi qu'une ligne rapide pour rejoindre Lille et sa gare TGV. Nous comptons aussi reconstruire les habitats autour du Louvre-Lens pour les faire, eux aussi, entrer dans la modernité, notamment sur les plans de l'écologie et de la communication électronique.

Lens du XXI^e siècle

Les analyses menées par des universitaires, comme Laurent Davezies, mettent en évidence deux modèles de prospérité pour les villes modernes. Le premier consiste à être au niveau de la compétition économique mondiale grâce à des entreprises capables de tenir leur place dans cette bataille. Le deuxième s'appuie sur une économie résidentielle puissante, c'est-à-dire une économie tirée par la redistribution étatique des richesses (fonctionnaires, retraités, etc.), grâce à des infrastructures pérennes de l'État et à un bien-être local qui font que les revenus sont dépensés sur place. Compte tenu de l'arrivée du Louvre, mais aussi de notre type d'habitat (majoritairement fait de maisons individuelles disposant souvent d'un grand jardin de plusieurs centaines de mètres carrés) et du centre économique constitué par Lille, cette deuxième voie inspirera notre démarche volontariste.

Ce mode de développement permettrait à l'agglomération de connaître un nouvel essor et de s'inscrire dans la modernité. Ainsi, la présence d'institutions étatiques est souvent une bonne opportunité pour créer des réseaux internationaux. Dans notre cas, le Louvre nous ouvrira directement sur le monde par le tourisme qu'il va attirer mais aussi par les coopérations avec les autres villes qui possèdent de grands musées ; dans cette ligne, j'ai déjà proposé à Henri Loyrette de créer une association des villes du Louvre qui devrait comprendre Atlanta, Abu Dhabi, Belo Horizonte, Paris, et peut-être Damas.

Au final, associé à celui de Lille, le renouveau de Lens et de son territoire devrait structurer une aire urbaine de trois millions d'habitants et lui permettre de retrouver la grandeur humaine et économique qui fait partie de son histoire depuis des siècles (depuis le fameux royaume de Bourgogne de Charles le Téméraire au XV^e siècle) et qu'elle avait perdue en partie au cours des dernières décennies.

DÉBAT

Un intervenant : *Pour bien prendre conscience du caractère époustouflant du pari de développement que vous faites pour Lens, il faut insister sur la situation de grande pauvreté dans laquelle la fin du charbon a laissé les cités minières. Dans les années 1980, la plupart des habitants de Lens ou de Liévin n'étaient jamais allés à Lille, même en bus, parce qu'ils n'avaient pas l'argent pour le faire. L'exercice de détente consistait à aller faire un tour dans le cimetière car cela restait gratuit. Aujourd'hui encore, 70 % de la population de Liévin (trente-trois mille habitants) sont exemptés d'impôts sur le revenu. C'est à partir de ce point de départ économique et social très bas qu'il faut considérer le chemin à parcourir pour refaire de ces territoires des lieux de prospérité.*

Daniel Percheron : Au drame économique de la fin du charbon, il faut aussi ajouter l'effondrement d'une organisation sociale tout à fait originale et qui a profondément marqué les travailleurs du territoire. Les dirigeants des houillères régissaient la quasi-totalité des aspects de la vie des mineurs : professionnelle, médicale, sociale, en matière de logement. La population du bassin minier n'avait donc aucunement l'habitude de prendre des initiatives et de faire fonctionner ce que Laurent Davezies appelle l'intelligence collective.

La culture, moteur du développement

Int. : *Pour vous convaincre de la capacité d'un établissement culturel de haut niveau à créer une dynamique territoriale, vous avez cité Bilbao. Mais, il existe des exemples beaucoup plus proches. Le renouveau de Valenciennes mené par Jean-Louis Borloo a aussi commencé par l'ouverture d'un théâtre.*

D. P. : Vous avez raison. Immédiatement après avoir conquis la mairie, Jean-Louis Borloo a considéré la culture comme un vecteur majeur de développement, lui a donné la priorité et a aussitôt créé le Phénix qui a joué un rôle d'étincelle dans le redémarrage de Valenciennes, et qui ensuite a obtenu le statut de scène nationale. Dans la région du Nord-Pas-de-Calais, ce n'est pas le seul exemple. Pierre Mauroy avait auparavant suivi le même genre d'intuition lorsqu'il a décidé de lancer l'Orchestre national de Lille et d'en confier la direction à Jean-Claude Casadesus avec un projet explicite de démocratiser la musique classique : il voulait en faire un outil de dynamisme pour tous les habitants. Et, de fait, au fil du temps, cet orchestre est devenu à la fois une source de rayonnement extérieur pour la ville, et un compagnon de route pour la population locale.

Int. : *Pourtant, malgré ces nombreux exemples, les infrastructures culturelles ne sont pas spontanément perçues par les hommes politiques comme pouvant jouer un rôle véritablement moteur, et encore moins par la population. Sur le plan universitaire, je ne connais pas non plus de travaux théoriques ou pratiques qui se seraient attachés à élucider ce phénomène et à lui donner la reconnaissance qu'il mérite.*

D. P. : Comme les investissements culturels ne sont pas spontanément valorisés par la population, c'est forcément un sujet délicat pour un homme politique. En promouvant et en finançant un ensemble culturel, il risque d'être accusé de ne pas être en phase avec les aspirations et les besoins de ses administrés. Quand on décide de se lancer dans une telle opération, sur la base d'exemples, comme Bilbao, Lille ou Valenciennes, il faut donc avoir une stratégie de communication très prudente. Ainsi, dans le cas du Louvre-Lens, je ne suis pas certain de faire de la publicité autour du début des travaux – la "première pierre" – alors que je n'aurais aucune hésitation si nous lancions un stade ou une voie de transport. Et pourtant, il est à peu près certain que le jour où le musée s'ouvrira, la population locale sera admirative, fière et s'apercevra vite du profit qu'elle en retirera.

Int. : *L'art, le tourisme et le luxe sont des domaines dans lesquels la France est le leader mondial aussi bien dans les faits que dans la perception des étrangers. Cela constitue en soi un atout majeur dans la compétition économique mondiale. Pourtant, la société française ne semble pas en avoir pris conscience.*

Les Grandes écoles les plus prestigieuses du système éducatif français fondent leur enseignement sur les métiers de l'industrie et de la technique, domaines qui furent la principale source de puissance au cours des XIX^e et XX^e siècles. Pour les adapter au monde moderne, on développe des cours et des centres de recherche sur les nouvelles technologies ou biotechnologies. Bref, on reste dans la technique. Mais dans ces domaines, je crains que l'on ne soit toujours en retard sur les États-Unis, la Chine ou l'Inde, qui ont d'immenses réserves intellectuelles du fait de la taille de leur population. On devrait plutôt penser à développer des enseignements sur l'art, le tourisme et le luxe. Ce serait directement applicable à l'atout compétitif français. Et peut-être qu'en retour, cela conduirait à concevoir des produits techniques selon un état d'esprit d'art et de luxe commercialement performant : aujourd'hui, y compris dans les achats apparemment techniques, on sait bien que les clients se décident beaucoup sur des considérations de style, d'image, de sentiment d'appartenir à une élite, etc., c'est-à-dire à des considérations plus intrinsèques aux couturiers ou aux parfumeurs qu'aux mineurs ou aux électroniciens.

Trouver sa place par rapport à Lille

Int. : *Depuis deux décennies, l'agglomération de Lille a tiré à elle l'essentiel des forces de renouveau du département du Nord. Elle a acquis une capacité d'attraction considérable. Je crains que le Louvre-Lens ne soit pas un équipement capable de rivaliser avec cette puissance et élargir territorialement la dynamique économique jusqu'à Lens.*

D. P. : Sans doute, mais ce n'est pas l'objectif que nous voulons atteindre. Aujourd'hui, l'ensemble des maires de la région, et même des populations, comme le prouve un récent sondage de la *Voix du Nord*, ne placent plus leurs villes en concurrence avec Lille, mais en union avec elle, convaincus que : « ce qui est bon pour Lille est bon pour elles aussi. » C'est une bataille politique que Pierre Mauroy a gagnée. La question actuelle, c'est de se forger une place et une identité à l'intérieur d'une configuration globalement centrée sur la métropole lilloise. Et, je pense que, pour Lens, il y a une place de qualité à construire en s'appuyant sur la culture et l'économie résidentielle.

Int. : *Le centre Euralens ne cherche-t-il pas à concurrencer le centre Euralille ?*

D. P. : Non. Ce sont d'ailleurs les gens d'Euralille qui vont nous aider à le constituer. Nous le faisons car il nous faut aussi un centre économique pour nos besoins locaux.

Int. : *Je me souviens d'une conférence de Pierre Mauroy en 1995 au cours de laquelle il avait soutenu devant une multitude d'élus du Nord-Pas-de-Calais, l'intérêt qu'il y aurait à centrer toute la région autour d'une métropole très forte où pourrait s'ancrer un leadership perceptible de l'extérieur. Cela impliquait que des villes comme Lens, Valenciennes, Ypres, Courtrai ou Dunkerque acceptent de considérer leur avenir comme celui de pôles secondaires par rapport à Lille. À l'époque, l'idée avait été massivement rejetée, et ces villes ont ensuite déployé beaucoup d'énergie à résister à la montée en puissance de Lille. Maintenant, je vois qu'elles ont accepté cette situation et qu'elles trouvent une nouvelle énergie à rechercher le moyen de s'intégrer d'une manière propre dans le système d'ensemble. D'après ce que vous exposez, on peut espérer que Lens y arrivera en une dizaine d'années. C'est encourageant.*

Int. : *Historiquement, les bassins d'emplois de chaque ville, notamment des villes minières, étaient bien séparés et étanches entre eux. L'affirmation de Lille comme étant le cœur de la vie économique conduit-elle à un décroisement de ces bassins ?*

D. P. : Oui. On le voit particulièrement bien dans les transports : chaque jour, cent soixante mille voitures entrent à Lille en provenance des bassins miniers, ce qui est considérable et qui pose d'ailleurs des problèmes de congestion routière auxquelles les nouvelles infrastructures de transport collectif (comme le tramway) tenteront de répondre.

Au cœur d'un pôle économique mondial

Int. : *Étant Belge, je pense naturellement au Nord de la France en termes d'intégration à la région transfrontière Flandres-Artois. Vous avez à peine évoqué cette perspective.*

D. P. : Jacques Attali a émis la vision prophétique que la seule zone européenne capable d'être au sommet de l'économie mondiale au XXI^e siècle sera la zone touchée par la ligne de TGV, Londres, Lille, Bruxelles, et bientôt Amsterdam et Cologne. C'est bien dans cette perspective que nous voyons notre développement.

Dans le cas précis du Louvre-Lens, nous estimons que les Belges et les Néerlandais devraient représenter 30 % des visiteurs, devant les Anglais qui devraient atteindre entre 10 et 20 %. Cette intégration est donc un enjeu pour nous ; et réciproquement, la présence du musée contribuera à fortifier l'unité de cet ensemble. Pour tirer encore plus profit de ces flux de visiteurs, nous commençons à développer toutes les possibilités touristiques que notre territoire recèle. Ainsi, à trois kilomètres du Louvre-Lens, se trouve le plus grand ossuaire de la Première Guerre mondiale. Nous pensons en faire un centre de mémoire pour tous les peuples impliqués dans cette guerre. Une idée proposée consisterait par exemple, à mettre sur un mur les noms de tous les morts, les uns après les autres, par liste alphabétique sans tenir compte de la nationalité. Cela illustrerait la fraternité européenne actuelle qui a su se construire au-delà des haines et des drames du passé.

Présentation de l'orateur :

Daniel Percheron : professeur certifié d'histoire et géographie (1963-1979) ; conseiller municipal de Liévin (1977-2001) ; parlementaire européen (1979-1983) ; sénateur du Pas-de-Calais (depuis 1983, réélu en septembre 2003) ; président du conseil régional (depuis avril 2001, réélu le 2 avril 2004).

Diffusion avril 2009